

**ACCORD-CADRE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

*Objet de l'accord-cadre :*  
**Accord-cadre de réalisation de prestations d'accès internet  
dans les locaux du Centre de formation de l'Insee à  
Libourne (CEFIL).**

*Référence :*  
**N° 2026-P1009**

*Pouvoir adjudicateur – personne publique contractante :*  
**Institut national de la statistique et des études  
économiques (INSEE)**

*Mode de passation :*  
**Appel d'offre ouvert (AOO) passé sur le fondement des  
articles L.2124-1 et L.2124-2 ainsi que R.2124-1 et R.2124-2  
du code de la commande publique**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE 4 - FORME ET MODALITÉ D'EXÉCUTION DE L'ACCORD- CADRE3	
ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 6 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 7 - PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 9 - PRIX.....	6
ARTICLE 10 - VERSEMENT DE L'AVANCE.....	6
ARTICLE 11 - PÉNALITÉS.....	7
ARTICLE 12 - FACTURATION.....	8
ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	8
ARTICLE 14 - MODIFICATIONS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ.....	9
ARTICLE 15 - LITIGES.....	10
ARTICLE 16 - RÉSILIATION.....	11
ARTICLE 17 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	11
ARTICLE 18 - PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR.....	11
ARTICLE 19 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT.....	11
ARTICLE 20 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	13
ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG DE RÉFÉRENCE.....	15
ANNEXE : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	16



## **ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, appelé ci-après le CCAG de référence, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le CCAG de référence, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (pièce non jointe) ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 (NOR : ECOP1825228A) (pièce non jointe) ;
- les bons de commande émis au titre du présent accord-cadre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique et financière du titulaire établie à partir de son mémoire technique ;
- les décisions ou informations notifiées par l'Insee au titulaire et faisant courir un délai.

Les dérogations au CCAG sont listées en fin du présent CCAP.

L'exemplaire original des documents contractuels du marché, énumérés ci-dessus, qui est conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.

## **ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestation d'accès Internet dans les locaux du Centre de formation de l'Insee à Libourne (CEFIL).

## **ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT**

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

## **ARTICLE 4 - FORME ET MODALITÉ D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Il s'agit d'un accord cadre mono titulaire, conclu en application des articles L.2125-1.1° et R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande Publique.

Toutes les prestations sont exécutées sur notification au titulaire de bons de commande émis par la personne publique.

Tout bon de commande émis pendant la durée contractuelle du marché sera poursuivi jusqu'à ce qu'une décision à caractère définitif puisse être prise concernant son exécution (admission des prestations sous la forme du service fait ou autre décision telle qu'ajournement ou réfaction).

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG de référence, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les unités de commandes sont listées dans l'offre financière.



## ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée de validité ferme de deux (2) ans.

Il est ensuite reconductible tacitement deux (2) fois, pour une année, sauf dénonciation par le représentant du pouvoir adjudicateur, sous préavis de deux mois avant l'échéance de reconduction.

## ARTICLE 6 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec pour montant maximum, pour toute sa durée :

200 000 euros HT

## ARTICLE 7 - PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des prestations et livrables attendus sont détaillés dans le CCTP du présent contrat.

Il se décline en six UO :

- UO n°1a décrit à l'article 6.3 du CCTP ;
- UO n°1b décrit à l'article 6.3 du CCTP ;
- UO n°2a décrit à l'article 6.4 du CCTP ;
- UO n°2b décrit à l'article 6.4 du CCTP ;
- UO n°3a décrit à l'article 6.5 du CCTP ;
- UO n°3b décrit à l'article 6.5 du CCTP.

## ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

En conformité avec les conditions d'exécution de l'accord-cadre définies au CCTP et notamment en son article 6.2, les dispositions relatives aux conditions d'exécution sont les suivantes :

### **8.1. Lieux d'exécution de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 17.1 du CCAG de référence, les lieux d'exécution sont définis par l'administration, tels que précisé à l'article 6.1 du CCTP.

#### **8.1.1. Périmètre de l'accord-cadre**

Marchés similaires :

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'Insee peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent accord-cadre.

### **8.2. Annulation ou modification d'un bon de commande**

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG de référence, à compter de la notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler ou de modifier, en tout ou en partie, un bon de commande émis dans le cadre du présent marché.



L'annulation ou la modification doit être notifiée au titulaire, dans un délai raisonnable avant la date de début de l'exécution des prestations prévues.

Si des prestations sont ajoutées, les délais prévus au contrat doivent être respectés à compter de la date de notification.

En cas d'annulation totale ou partielle du bon de commande par le pouvoir adjudicateur pour des motifs autres que ceux résultant d'une faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation correspondant aux dépenses justifiées et engagées avant la notification de l'annulation, dans la limite des coûts déjà supportés. Dans ce cas, le titulaire doit faire part de ces dépenses au plus tard cinq (5) jours après la notification de cette annulation.

### **8.3. Délai d'exécution des prestations**

Le titulaire doit prévenir, en temps utile, l'acheteur de toutes les opérations auxquelles ce dernier a déclaré vouloir assister ; à défaut, l'acheteur peut soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations, en dehors de son contrôle.

L'acheteur doit être avisé immédiatement de tout événement de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG de référence, la date de démarrage de l'exécution de la prestation est celle indiquée sur le bon de commande. Par défaut, la date de démarrage du délai d'exécution est la date de notification du bon de commande.

Le délai d'exécution de toute prestation objet d'un bon de commande, décompté à partir de la date de démarrage de l'exécution de cette prestation, est de :

- 45 jours ouvrables pour les prestations correspondant à l'UO 1a ;
- 48 heures, décomptées sur des jours ouvrables, pour les prestations correspondant à l'UO 1b ;
- 45 jours ouvrables pour les prestations correspondant à l'UO 2a ;
- 48 heures, décomptées sur des jours ouvrables, pour les prestations correspondant à l'UO 2b ;
- 45 jours ouvrables pour les prestations correspondant à l'UO 3a ;
- 48 heures, décomptées sur des jours ouvrables, pour les prestations correspondant à l'UO 3b ;

Ces délais d'exécution s'appliquent à l'ensemble des livrables détaillés aux articles 6.3 à 6.5 du CCTP, soit en raison du fait qu'ils constituent la prestation de service même de l'UO, soit parce qu'ils matérialisent sa réalisation.

#### **1.1.1. Vérification et décision**

Afin de s'assurer de la conformité des prestations réalisées avec les spécifications de l'accord-cadre, il est mis en place par l'Insee, en relation avec le titulaire, un contrôle qualité des prestations. La nature et les modalités de contrôle des prestations sont précisées dans le CCTP.

#### **8.3.1. Vérifications en cours de réalisation**

Pendant la phase de production, l'Insee – ou des experts extérieurs habilités par lui – pourront procéder à des contrôles de qualité et de respect des clauses du présent accord-cadre à différentes étapes de sa mise en œuvre.

Ces contrôles ne dégagent nullement la responsabilité du titulaire dont la production doit être conforme tout au long de l'accord-cadre aux spécifications du présent accord-cadre.

Les contrôles peuvent s'exercer à différents stades de la production.

#### **8.3.2. Constatation de l'exécution des prestations et décision après vérifications**

Par dérogation aux articles 29 et 33.2.1 du CCAG de référence, le titulaire n'a pas à réaliser de *mise en ordre de marche*.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG de référence, il n'est pas requis qu'il soit présent, ni même informé par l'acheteur du jour et de l'heure fixée pour réaliser les opérations de vérification.



Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG de référence, la *vérification qualitative* intervient à compter du moment où l'administration est informée de la délivrance de la prestation afférente ;

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG de référence, en cas d'ajournement, la nouvelle *vérification qualitative* intervient à compter du moment où l'administration est informée de la délivrance de la prestation afférente, il n'est pas réalisé de mise en ordre de marche, ni de vérification de service régulier.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG de référence, il n'est pas procédé à une vérification de service régulier ; il n'est donc pas observé de régularité du service durant trente jours. Le service est réputé régulier sur cet aspect.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG de référence, l'acheteur dispose d'un délai de vingt jours calendaires pour procéder aux *vérifications qualitatives*.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG de référence, pendant ce délai, l'acheteur peut notifier sa décision d'admission ainsi que, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet. La décision d'admission est matérialisée par la certification du service fait.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG de référence, passé ce délai, les prestations sont considérées comme tacitement admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

## **ARTICLE 9 - PRIX**

### **9.1. Prix pratiqués**

Les prix sont indiqués dans l'offre financière. Le titulaire certifie que ces prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il fournit au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Dans tous les cas, les prix sont réputés :

1. inclure toutes les fournitures et les prestations nécessaires à l'obtention des résultats attendus conformément aux exigences du CCTP ;
2. comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts et taxes, les frais de connexion et de télétransmission et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
3. tenir compte de la cession des droits de propriété intellectuelle ;
4. établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

### **9.2. Forme et contenu des prix**

Les prix sont définitifs et, conformément à l'article 10.1.1 du CCAG de référence, ils sont réputés fermes.

Le prix de chaque unité d'œuvre présente un caractère forfaitaire dans la mesure où il est invariable quelle que soit la charge réellement mise en œuvre ou le nombre d'actions nécessaires à la réalisation de chacune d'elles.

Le prix inclut notamment la main d'œuvre, les déplacements et le suivi, ainsi que l'ensemble des autres dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

## **ARTICLE 10 - VERSEMENT DE L'AVANCE**

Si les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et L.2191-3 et suivants du code sont réunies et si le titulaire n'y renonce pas dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % lui est versée dans les conditions prévues à ces articles.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, si le titulaire est une PME, le montant de l'avance est de 30 %.



L'avance n'est due que pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H. T., et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre d'acomptes ou de solde. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 %.

## ARTICLE 11 - PÉNALITÉS

En cas de non-respect des délais prévus à l'article 7.3 du présent accord-cadre, le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-après.

Toutes les pénalités sont cumulables et plafonnées à 20 % de la valeur des prestations commandées au titre de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG de référence, il n'est pas prévu de pénalité concernant les obligations environnementales. Par dérogation à l'article 16.1.5, il n'est pas prévu de pénalité concernant les obligations sociales.

### 11.1. Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1. CCAG de référence, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé par le titulaire, celui-ci peut se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur des prestations concernées par le retard

R = nombre de jours ouvrés de retard

Au-delà de quarante jours ouvrés de retard sur un bon de commande, la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée, conformément à l'article 39.1.c du CCAG de référence, par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG de référence, cette résiliation s'exerce sans mise en demeure préalable et, conformément à l'article 54.1 du CCAG de référence, aux frais et risques du titulaire, les pénalités restant acquises au pouvoir adjudicateur.

Aucune retenue n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre la personne publique en mesure de le constater en temps utile.

### 11.2. Pénalités pour indisponibilité

Une connexion est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible ou ne répond pas aux exigences de services minimales définies au CCTP.

Par dérogation à l'article 14.2.6 CCAG de référence, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé par le titulaire **et que le taux mensuel de disponibilité constaté des connexions est inférieur à 90 %**, celui-ci peut se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 150$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la prestation *Fourniture de l'accès à Internet et couverture Wifi* concernée

R = nombre de jours ouvrés de retard, compté à partir de la première minute de dépassement du délai de temps de rétablissement exigé de 48h



Au-delà de vingt jours ouvrés de retard sur la réparation d'une connexion indisponible, la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée, conformément à l'article 39.1.c du CCAG de référence, par le représentant du pouvoir adjudicateur.

**Si le taux mensuel de disponibilité des connexions est supérieur ou égal à 90 %,** le titulaire est exonéré de pénalité sur cette période.

## ARTICLE 12 - FACTURATION

Le mode de transmission demandé est celui de la dématérialisation.

Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture en mode dématérialisé et sécurisé, par l'outil en ligne *Chorus Pro*, accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après la saisie ou la transmission de la facture, cet outil délivre un accusé de réception et permet au titulaire de suivre en ligne l'avancement du règlement de sa facture.

Les informations suivantes sont **indispensables** pour la transmission des factures du présent marché par *Chorus Pro*.

**Siret de l'État : 110 002 011 00044** : lors de la saisie de la facture, dans la partie « destinataire », cocher « Oui » à la question « le destinataire est-il l'état ? » ; c'est ce numéro Siret qui doit alors apparaître comme identifiant. Surtout, ne jamais renseigner le Siret de l'Insee.

**Code service en charge des factures : FAC9470075** : dans la partie « destinataire », à la rubrique « service », sélectionner le service spécifié ci-dessus, à l'exclusion de tout autre.

**Important** : Les factures portent obligatoirement, **sous peine de rejet**, outre les mentions légales, la mention suivante :

- le numéro Chorus du bon de commande, numéro à 10 chiffres commençant par 14.

Par ailleurs, il est demandé que le titulaire du marché mette à la disposition de l'administration un portail d'accès (ou un dispositif équivalent) à ses factures dématérialisées qui seront éditées à un rythme trimestriel.

## ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 13.1. Paiement pour solde et paiements partiels définitifs

Un règlement partiel définitif aura lieu à l'issue de l'exécution des prestations du contrat.

Le solde des paiements est réglé après l'acceptation de la dernière phase des prestations.

### 13.2. Ouverture des droits à paiement

Concernant les prestations ne relevant pas des prestations d'abonnement :

L'ouverture du droit à paiement est acquise à terme échu après la décision d'admission.

Concernant les prestations d'abonnement :

L'ouverture des droits de paiement intervient à terme à échoir.

La facturation des abonnements est trimestrielle, conformément à l'article 10 du présent CCAP. Si des abonnements sont interrompus avant leur date de mise en place anniversaire, le paiement et se calculera au prorata temporis.

Chaque facture établie sur un lot où un tableau de bord d'activité est requis devra être





envoyée avec ledit tableau de bord trimestriel de la période de facturation antécédente à la période de facturation.

Pour des raisons de facilité de gestion, les pénalités d'une facture sont calculées à partir du tableau de bord de la période antécédente.

### **13.3. Acomptes**

En application de l'article L.2191-4 du code, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois (3) mois.

Ce versement pourra être ramené à un (1) mois sur demande expresse du titulaire.

Un plan d'acomptage peut être prévu avec le bon de commande.

Les prestations d'abonnements que leurs prestations accessoires, donnent lieu à des acomptes trimestriels.

### **13.4. Conditions générales**

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique : le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert au nom du titulaire ou à tout autre compte que le titulaire désignerait.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai maximum fixé par voie réglementaire, soit trente jours.

Ce délai court à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de réception de la facture, ou date d'ouverture du droit à paiement.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre de l'action publique et des comptes publics.

## **ARTICLE 14 - MODIFICATIONS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ**

Le titulaire s'engage à informer l'Insee de tout changement juridique qui pourrait affecter l'entreprise durant l'exécution du marché.

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au pouvoir adjudicateur, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.



## ARTICLE 15 - LITIGES

### 15.1. Règlement amiable

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché, la réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'Insee s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt jours ouvrés pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le service en charge du suivi d'exécution : [contacts-marches-publics@insee.fr](mailto:contacts-marches-publics@insee.fr)

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : [mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr)

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront également directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux. Cette juridiction est la juridiction administrative de Cergy-Pontoise.

### 15.2. Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (95), conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du code de la justice administrative.



## ARTICLE 16 - RÉSILIATION

### 16.1. Résiliation de l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général

L'accord-cadre en cours d'exécution peut être résilié pour un motif d'intérêt général. **Par dérogation à l'article 51 du CCAG de référence**, aucune indemnité ne sera due au titulaire. Seront versées au titulaire les sommes correspondant aux prestations exécutées et réceptionnées.

### 16.2. Effets de la résiliation

La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet.

En outre, l'Insee peut demander au titulaire la réparation des préjudices qu'il a subi du fait de la résiliation.

## ARTICLE 17 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code est le chef du département cadre de vie et conditions de travail de l'Insee.

## ARTICLE 18 - PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par la réglementation.

Les pièces et attestations sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- l'attestation sociale à jour (Urssaf ou autre, à télécharger sur net-entreprises ou urssaf.fr par exemple) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour l'Insee.

Ainsi que les documents suivants :

- l'attestation sociale annuelle « marchés publics » à jour (URSSAF ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.

Le défaut de fourniture de ces pièces, après une mise en demeure adressée au titulaire par l'Insee en courrier recommandé, peut entraîner la résiliation du marché.

## ARTICLE 19 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

### 19.1. Interlocuteurs de l'accord-cadre

#### 19.1.1. Interlocuteurs principaux

Les coordonnées des interlocuteurs sont fournies au titulaire du marché après sa notification.



## — Interlocuteurs pour les reconductions et, le cas échéant, les révisions de prix

Division des marchés et de l'immobilier

courriel : [contacts-marches-publics@insee.fr](mailto:contacts-marches-publics@insee.fr)

### *19.1.2. Interlocuteurs pour les changements de coordonnées et de dénomination sociale*

**En cas de modification de sa dénomination sociale, de son RIB, de son numéro SIRET, de son adresse postale ou électronique, des coordonnées des services gestionnaires, le titulaire est tenu d'adresser dans les plus brefs délais qui suivent ces modifications, un courrier accompagné des pièces justificatives** (nouveau relevé d'identité bancaire, le cas échéant) et toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais à l'adresse suivante :

Division des marchés et de l'immobilier

courriel : [contacts-marches-publics@insee.fr](mailto:contacts-marches-publics@insee.fr)

Le titulaire adresse une copie de ses éléments également à la direction en charge du suivi du marché.

Le titulaire est averti que toute notification non notifiée à l'Insee l'expose au risque de non-paiement de ses prestations.

**Cette disposition vaut également pour ses sous-traitants en cas d'affacturage.**

## **19.2. Forme des notifications et communications**

Les échanges de communication entre l'Insee et le titulaire sont effectués dans les conditions prévues à l'article 3 du CCAG de référence. Le profil d'acheteur est LA PLACE (Plateforme des achats de l'État).

## **19.3. Modification relative au titulaire de l'accord-cadre/changement de cocontractant en cours d'exécution**

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise après cession du fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif de l'accord-cadre, précisé à l'article 20.1.2 du présent CCAP.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'Insee procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents liés à l'article R.2143 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Un relevé d'identité bancaire devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

A la suite de cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'Insee procédera à la résiliation de ce marché sans indemnités à l'égard du titulaire ni préavis.



## ARTICLE 20 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### 20.1. Obligation en matière de développement durable

**L'INSEE est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.**

#### 20.1.1. En matière d'environnement :

Pour les versions numériques, il est demandé au titulaire de proposer des livrables documentaires optimisés avec un taux de compression important afin de réduire l'impact carbone.

##### 20.1.1.1. Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité. Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. ».

#### 20.1.2. En matière sociale :

Le titulaire s'engage à être particulièrement vigilant sur le fait que la réalisation des prestations ainsi que les contenus proposés, que ce soit dans l'offre ou dans les livrables, ne contiennent aucun stéréotype discriminant, notamment entre les femmes et les hommes ou les personnes porteuses de handicap.

L'Insee est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.

Le titulaire s'engage à maintenir secrets ou confidentiels, pendant et après l'exécution du marché, tous renseignements, documents, produits ou données statistiques quelconques reçus à l'occasion de l'exécution du présent marché ou obtenus au titre des résultats de ce marché. Ainsi, le titulaire ne peut ni communiquer, ni divulguer, ni publier, ni faire état, de quelque manière que ce soit, de tels renseignements, documents, produits ou données statistiques.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviendront pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent marché, y compris ses sous-traitants. Le titulaire s'engage à fournir, à la demande de l'administration, tout justificatif à cet égard.

### 20.2. Utilisation des systèmes informatiques, sécurité

Lorsqu'une personne doit intervenir pour le compte du titulaire dans les locaux de l'Insee, elle doit se conformer aux procédures de sécurité de l'Insee, à savoir :



- obligation de travailler avec un poste de travail fourni par l'Insee, protégé par l'antivirus de l'Insee ;
- obligation d'utiliser l'identifiant fourni par l'Insee et de le protéger par un mot de passe non trivial d'au moins 12 caractères alphanumériques ;
- interdiction de connexion de portables au réseau local, non validés par un responsable de l'Insee ;
- usages de la messagerie et d'internet selon les règles édictées par l'Insee ; les documents de référence seront communiqués à l'arrivée dans les locaux de l'Insee.

Toute personne intervenant pour le compte du titulaire doit utiliser uniquement les logiciels, procédures et traitements entrant dans le cadre de la prestation. Elle ne doit pas tenter d'outrepasser les droits, permissions, autorisations d'accès qui lui ont été donnés.

Le titulaire reconnaît avoir été avisé que les atteintes ou tentatives d'atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données de l'Insee tombent sous le coup des articles 323-1 à 323-7 du Code pénal. Il en avisera le personnel travaillant dans le cadre de cette prestation.

Toute personne intervenant pour le compte du titulaire doit respecter vis-à-vis des logiciels, procédures et outils de traitements appartenant à l'Insee ou dont l'Insee possède le droit d'usage, les lois concernant la propriété intellectuelle.

### **20.3. Personnel du titulaire**

Le personnel du titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux de l'administration que toute personne extérieure à l'Insee.

Il est astreint aux règles de secret et de discrétion définies ci-dessus.

#### **20.3.1. Correspondants et intervenants du titulaire**

L'offre du titulaire indique le nom de la personne responsable de la bonne exécution et du suivi des prestations.

### **20.4. Relations entre la personne publique et le titulaire**

#### ***Remplacement d'un personnel du titulaire par le titulaire :***

Si pour des raisons de force majeure, la personne désignée par le titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Insee par tout moyen permettant de constater la réception de l'avis, et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Un nouvel intervenant est alors désigné par le titulaire, dans un délai de huit jours à compter de la date de réception de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le titulaire s'engage à désigner un intervenant de niveau équivalent à celui de l'intervenant remplacé.

Les qualifications de l'intervenant proposé sont communiquées à l'Insee qui a alors la faculté de le récuser, éventuellement après l'avoir rencontré. Le titulaire a alors sept jours pour désigner un nouveau successeur.

Le retard occasionné par le remplacement est susceptible de déclencher les pénalités prévues au présent CCAP.

### **20.5. Langue utilisée**

La langue utilisée dans les relations avec le titulaire au titre du présent marché est exclusivement le français.



## 20.6. Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat en cours de validité garantissant les conditions pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, garanties à ce titre sans limite et/ou matériels engendrés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Il s'engage à remettre sur simple demande écrite de l'Insee une attestation de son assureur indiquant la nature et la durée de la garantie.

Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'Insee ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues dans le marché.

## ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG DE RÉFÉRENCE

Les articles du présent document qui dérogent aux articles du CCAG de référence sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
1	4.1
7.1	17.1
7.3	3.7.2
7.4	29
7.4	33.2.1
7.4	30.3
7.4	32.3
7.4	33.2.1
7.4	32.4
7.4	33.2.1
7.4	32.4
10	16.2.3
10	16.1.5
10.1	39.2
10.2	14.2.6
15.1	51

**\* Fin du document \*\***



## ANNEXE : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les présentes dispositions interviennent afin que les parties s'engagent à respecter :

1 — la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

2 — la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 n°17-78 modifiée et la loi du 20 juin 2018 n° 2018-493.

Ces dispositions sont ci-après désignées communément sous l'appellation « Réglementation DCP ».

Les parties sont respectivement désignées :

En qualité de **SOUS TRAITANT**, en ce qui concerne le Titulaire du marché

En qualité de **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, en ce qui concerne l'INSEE.

Le prix indiqué dans le présent contrat intègre l'ensemble des actions à mener par le SOUS TRAITANT y compris toute mesure à prendre dans le cadre de l'application de la réglementation DCP, notamment mais sans s'y limiter, audit, analyses d'impact ou aux droits d'accès et réponses aux questions des personnes concernées.

Les présentes dispositions définissent les conditions dans lesquelles le SOUS-TRAITANT s'engage à effectuer pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT les opérations de traitement de données caractère personnel définies ci-après, dans le respect des dispositions de la Réglementation DCP.

Traitement des prestations d'évaluation de potentiels et coaching des managers	Description
Nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel	
Finalité(s) du Traitement des données personnelles	
Types de Données à caractère personnel traitées	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, prénom <input checked="" type="checkbox"/> Sexe <input type="checkbox"/> Date de naissance <input type="checkbox"/> Lieu de naissance <input type="checkbox"/> Situation familiale <input type="checkbox"/> Adresse personnelle <input checked="" type="checkbox"/> Adresse email <input checked="" type="checkbox"/> Numéro de téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Statut dans l'entreprise <input checked="" type="checkbox"/> Lieu de travail <input checked="" type="checkbox"/> Données de localisation <input type="checkbox"/> Autres : [à préciser]
Catégories de Personnes concernées	<input checked="" type="checkbox"/> Salariés INSEE <input checked="" type="checkbox"/> Autres
Durée du Traitement par le prestataire	Toute la durée du marché
Lieu du Traitement	Dans les locaux du Titulaire – sur les sites de l'INSEE
Sous-traitant du prestataire intervenant dans le traitement	Aucun sauf dérogation spéciale obtenue de l'INSEE
Délais prévus pour l'effacement des données	<input type="checkbox"/> Dès la fin du marché <input checked="" type="checkbox"/> 6 mois après la fin du marché

**Le SOUS-TRAITANT s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance mais également à :**

a Traiter les données conformément aux instructions documentées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT. Si le SOUS-TRAITANT considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute





autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le RESPONSABLE DU TRAITEMENT. En outre, si le SOUS-TRAITANT est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

b Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

c Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

d Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

e Exercice des droits des personnes

- Dans la mesure du possible, le SOUS-TRAITANT doit aider le RESPONSABLE DU TRAITEMENT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le SOUS-TRAITANT ne pourra exiger aucun paiement pour fournir les informations demandées au titre des articles 13 et 14 du RGPD.

- Le SOUS-TRAITANT doit répondre, au nom et pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché.

f Notification des violations de données à caractère personnel

- Le SOUS-TRAITANT notifie au RESPONSABLE DU TRAITEMENT toute violation de données à caractère personnel le plus tôt possible après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au RESPONSABLE DU TRAITEMENT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

g Aide du SOUS-TRAITANT dans le cadre du respect par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de ses obligations

- Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

- Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

h Sort des données

- Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le SOUS-TRAITANT s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au RESPONSABLE DU TRAITEMENT.

1. communique au RESPONSABLE DU TRAITEMENT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

a Registre des catégories d'activités de traitement

- Le SOUS-TRAITANT déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT comprenant :

- Le nom et les coordonnées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour le compte duquel il agit, des éventuels SOUS-TRAITANTS et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

- Les catégories de traitements effectués pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT ;



- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
  - Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - i la pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
    - ii des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
    - iii des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
    - iv une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
  - b Documentation
    - Le SOUS-TRAITANT met à la disposition du RESPONSABLE DU TRAITEMENT la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.
- Obligations du responsable du traitement à l'égard du sous-traitant**
- Le RESPONSABLE DU TRAITEMENT s'engage à :
- a Fournir au SOUS-TRAITANT les données visées au II des présentes clauses ;
  - b Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le SOUS-TRAITANT ;
  - c Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du SOUS-TRAITANT ;

Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du SOUS-TRAITANT.

